

Des morts par centaines et pourtant....

Au moment de cet écrit, ce n'est pas moins de 21.000 décès comptabilisés suite à la pandémie du covid19, et encore, ne sont comptabilisés que ceux décédés à l'hôpital ou en EPHAD depuis le 1^e mars.

Un bilan qui est présenté chaque soir, devenu une « normalité » passée au second plan par les pouvoirs publics et les médias préférant communiquer sur la baisse du nombre d'entrées à l'hôpital, la baisse du nombre de patients en réanimation, l'augmentation du nombre de personnes guéries, le déconfinement... et pourtant, chaque jour, on continue à compter les morts par centaines....

Aujourd'hui, Président et gouvernement vantent et se félicitent de notre système social qu'ils présentent comme le meilleur système au monde, permettant à chacun d'être soigné ou ne pas rester sur le bord du trottoir. Ils le disent, sans honte ni scrupule, alors que ce gouvernement, comme les précédents, n'a eu de cesse de remettre en cause notre protection sociale mise en place à l'issue de la seconde guerre mondiale, certains n'hésitant pas à dire qu'il fallait en finir avec le programme du CNR.

En 15 ans, ce sont 100.000 lits qui ont été fermés à l'hôpital public, chaque année c'est 90 milliards d'exonération de cotisations sociales (recette de la sécu) qui sont faites aux entreprises.

Des milliers d'emplois industriels supprimés notamment dans les industries de santé avec les conséquences que l'on mesure aujourd'hui à travers les pénuries de masques, de respirateurs, de médicaments....

« On doit être fier de notre système, regardez ce qui se passe aux Etats Unis et ailleurs » disent-ils toujours alors que c'est vers ça que nous conduisent les politiques qu'ils mènent depuis des an-

nées. Et, on le voit bien, toutes les mesures prises aujourd'hui, au prétexte de sauver l'économie s'inscrivent dans la continuité, des jours, mois et années passées. C'est le capitalisme, leur système qu'ils veulent d'abord et avant tout sauver, protéger et maintenir.

500 milliards de fonds de garantie de prêts aux entreprises, 300 milliards de prêts financés par l'état à travers la BPI, 112 milliards (pour l'instant) d'aide directe, report et/ou suppression de cotisations... et il y a est fort à craindre que ce ne soit pas forcément les TPE qui en profiteront le plus alors que ce sont-elles qui en auront le plus besoin.

Aucune annonce faite, par contre, pour financer et pérenniser notre protection sociale et système de soins dont ils vantent tant les mérites. Par contre, on prévient que l'on va creuser la dette, qu'il faudra bien la rembourser, que chaque français devra faire des efforts, travailler plus.... **Rien sur le rétablissement de l'ISF, sur une cotisation sociale sur les dividendes, sur les revenus financiers, sur participation/intéressement...**

Le monarque a au moins raison sur un point, **nous sommes en guerre, en guerre de classe, et ce n'est pas d'aujourd'hui.** La lutte de classe n'a jamais cessé quand bien même nous n'avons pu éviter nombre de reculs sociaux.

Il est donc certain que si nous ne voulons « plus jamais ça », un « autre monde » de progrès et de justice sociale, la guerre, il va falloir vraiment la faire.

C'est à chacun d'entre nous qu'il appartient de faire en sorte que « rien ne soit plus comme avant »